



## MEMORANDUM DU PARTI FNL SUR LA NECCESSITE IMPERIEUSE D'APPLIQUER AU BURUNDI LE CHAPITRE VII DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Le monde entier suit de près ce qui se passe au Burundi depuis que le parti CNDD-FDD est aux commandes de la République. Depuis le 26 avril 2015, date qui a marqué le début de la crise politico-sécuritaire au Burundi suite à la décision du parti au pouvoir de présenter Pierre NKURUNZIZA comme son candidat en violation de la Constitution et de l'Accord d'Arusha, beaucoup d'organisations tant nationales qu'internationales n'ont ménagé aucun effort pour tenter de ramener au droit chemin les décideurs de Bujumbura, en vain!

Aujourd'hui comme hier, beaucoup de victimes innocentes continuent de tomber sous la dictature de M. NKURUNZIZA. Le parti FNL, dont les militants continuent à subir toutes formes d'harcèlements, d'intimidations, d'arrestations arbitraires, d'emprisonnements, de disparitions et d'exécutions extrajudiciaires, observe et constate que malgré les ballets diplomatiques qui se sont succédés, le pouvoir de Bujumbura en fait toujours à sa volonté.

Nous sommes d'autant préoccupés, plus que quiconque, car notre combat depuis plus de trente six, a toujours été de restaurer un Etat de droit, juste et démocratique, où tout citoyen, tout étranger se sentirait à l'aise et où les Burundais vivraient en parfaite harmonie.

### **A. Situation politico-sécuritaire**

Le pouvoir CNDD-FDD n'a pas caché sa vraie face dès le lendemain de sa prise de pouvoir. D'aucuns se souviendront des exactions sommaires et extra-judiciaires des membres du parti FNL en 2006, dont les corps sans vie ont été retrouvés embrochés dans la rivière RUVUBU en province de Muyinga. Les dénonciations, les cris d'alarme n'ont pas suffi pour faire fléchir le pouvoir. Il s'est par la suite plutôt illustré par le déni de la démocratie, dont les principes les plus élémentaires ont été systématiquement et de façon répétitive bafoués, car visiblement le CNDD\_FDD voulait et l'affiche encore, éditer l'exploit des temps passés, « se positionner de facto en parti unique, parti-Etat ». Pourtant, ils auraient dû se rappeler que cette

pareille situation qui les a conduits au maquis et que donc les mêmes erreurs produiraient les mêmes effets.

Il s'en est suivi une chasse à l'homme de tous ceux qui n'épousaient pas leur idéologie, allant des militants des partis politiques, défenseurs des droits de l'homme, journalistes jusqu'au simple citoyen dont ils ne s'assuraient pas le contrôle total. Cette situation a créé une crise de confiance sans précédent entre les différents acteurs de la vie socio-politique, dont le résultat a été couronné par la dislocation du leadership au sein des partis politiques surtout les plus forts, suivant le plan du nom de « NYAKURISATION », où les leaders reconnus et respectés par leurs militants se sont vus éjectés au bénéfice des marionnettes à la solde du pouvoir. La goutte qui a fait déborder le vase est cette arrogance du CNDD-FDD, qui contre toute attente, a défié toute perspective en voulant se défaire de l'Accord d'Arusha pourtant chèrement acquis, et violer la Constitution qui en est issu.

## **B. Etat des lieux (position) du parti FNL**

Notre parti qui a renoncé officiellement à sa lutte armée depuis avril 2009 avant son agrément, n'a jamais eu les facilités de travailler ni de fonctionner librement au Burundi. Contraint à fuir les places publiques de 2010 à 2013, le président du parti Hon. Agathon RWASA s'est retrouvé assiégé et en résidence surveillée dès sa réapparition à Bujumbura le 06/08/2013. Son seul péché a toujours été le refus de répondre aux sollicitations de servir les intérêts plutôt du CNDD-FDD que ceux de son parti et de la nation burundaise. Ses militants principalement, eux qui constituent la cible et la proie facile du régime en place, sont ouvertement pourchassés partout, sans répit. Les victimes « BANAMARIMWE » de tous les gouvernements CNDD-FDD qui se succèdent de 2005 à aujourd'hui se comptent par milliers!

Au nom et à la tête « officielle » du parti FNL, le gouvernement a placé depuis 2010 un de ses innombrables porte-parole, un homme de paille qui milite mieux pour le parti présidentiel que pour le parti FNL, en la personne de Jacques Bigirimana. La même personne jouit d'autres responsabilités privilégiées, notamment celles de présider une soit-disant opposition extra-parlementaire, roulant pour le CNDD-FDD, connue sur papier mais inexistante sur le terrain. Ses fréquentes sorties médiatiques ratées continuent de choquer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il a été associé aux massacres des FNL lors des campagnes meurtrières spécialement menées dans le cadre du plan baptisé « *SAFISHA* » en 2010, lequel plan a conduit à la mort des centaines de membres du parti, froidement abattus, décapités ou suppliciés dans les différentes boucheries du Service National des Renseignements (SNR) et les corps sans vie jetés dans les différentes rivières du pays.

Concernant ce nouvel homme fort du parti présidentiel, il est à signaler qu'il ne cache plus sa détermination d'instaurer un monopartisme de fait au Burundi. En l'écoutant calomnier Hon. Agathon RWASA qu'il réduit à un « grand citoyen ordinaire, sans parti d'appartenance », il y a lieu d'établir un lien entre ses propos injurieux et la filature résurgente dont le leader historique des FNL est la cible aujourd'hui. Presque tous les gouverneurs et administrateurs

s'autorisent à lui refuser les contacts avec non seulement ses fidèles, mais aussi avec les membres directs de sa famille. C'est ce qui lui est arrivé le 23/9/2016 à NGOZI, où l'Administrateur de la commune MARANGARA, sous les ordres du gouverneur de province, lui a carrément interdit une simple visite à une parenté qu'il n'avait plus revue depuis presque trente ans!

Il y a quelques semaines, nous avons dressé une liste non exhaustive des militants et fidèles d'Hon. Agathon RWASA arrêtés, disparus, humiliés sur la place publique, par les miliciens du parti au pouvoir communément appelés 'Imbonerakure' épaulés par les services de l'ordre en collaboration avec les mouchards de l'administration. Un mois après la désignation de l'ancien maquisard le Général Evariste Ndayishimiye au poste de secrétaire général du parti-Etat, le chiffre oscille autour de cent cas déjà documentés. Ils sont, pour la plupart d'entre eux, accusés de tenir des réunions non autorisées, et vite conduits en prison sans aucune autre forme de procès.

Les violences dont sont victimes les FNL n'épargnent plus les autres membres de la société burundaise. Le Général Ndayishimiye et sa triste célèbre milice Imbonerakure traquent les membres fidèles aux directions originales des partis de l'opposition. Les activistes de la société civile ont été réduits au silence dans le pays, contraints à l'exil pour le gros de leurs responsables. Les radios privées survivent grâce à une tactique de guérilla médiatique, dans des conditions de clandestinité.

Au regard de ce tableau très sombre du paysage politico-sécuritaire burundais, le monde est appelé à agir. Le parti FNL soutient toutes les initiatives sous-régionales, régionales et/ou internationales qui visent à arrêter le cycle des tueries sélectives contre des citoyens. Le rapport des enquêteurs indépendants de l'ONU vient de tirer une sonnette d'alarme sur la situation. Ces experts ont suffisamment montré, des preuves à l'appui, que des groupes politico-ethniques sont sérieusement menacés de crimes contre l'humanité. Les FNL ont payé la plus lourde tribu pendant la décennie de la dictature de NKURUNZIZA. Le conflit d'un mandat maudit de NKURUNZIZA a déjà fait de nombreuses victimes, pendant qu'il déverse exponentiellement des centaines de milliers d'autres Burundais sur le chemin de l'exil, dans des camps de réfugiés où la maladie, la faim et même la mort sont des dangers réels. Les relations tendues entre le Burundi, ses partenaires traditionnels et ses voisins, particulièrement le Rwanda, sont des signes avant-coureurs du risque d'embrasement général.

### **C. Recommandations**

Nous nous réjouissons du récent rapport des experts indépendants des Nations Unies, qui, encore une fois épingle les méthodes peu orthodoxes qu'utilise le pouvoir d Bujumbura et décrie de façon alarmante la situation des droits de l'homme au Burundi.

Ainsi, le parti FNL se trouve en droit de demander :

## **1. Au gouvernement de Bujumbura de :**

- Dissoudre et désarmer la milice Imbonerakure sans délai,
- Rétablir dans leur droit le leadership des partis politiques pour le bon fonctionnement de la démocratie, conformément à la feuille de route convenue à Bujumbura au mois de mars 2013,
- Garantir les libertés civiles et politiques du peuple burundais conformément à la Constitution et à l'Accord d'Arusha dont elle émane;
- Rétablir et rouvrir sans conditions les médias indépendants et privés, gages de la libre expression,
- Arrêter les massacres des opposants politiques, de la société civile, des médias et toute forme d'intimidation, de harcèlement et d'emprisonnements à mobile politique ou d'opinion,
- Cesser toute forme de manipulation ethnique et se rendre compte que les manifestations forcées et presque quotidiennes, hostiles aux partenaires traditionnels du Burundi sont contre productives,
- Passer sans objection et sans alibi à l'application de la Résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et coopérer pleinement avec les enquêteurs,
- Retour aux valeurs et principes démocratiques: le pouvoir doit se rendre compte que la situation asphyxiante dans laquelle se trouve embourbée notre pays lui est totalement imputable,
- Tenir compte de tous les conseils lui prodigués par le monde entier et tout mettre en œuvre pour corriger le tir avant qu'il ne soit trop tard,
- Mettre très vite en application de la Résolution 2303 des Nations Unies et permettre le déploiement de deux cents observateurs de l'UA sans délai,
- Accepter les négociations inclusives sous la médiation régionale afin d'organiser des nouvelles élections qui répondent aux normes internationales,

## **2. La Communauté internationale**

Nous saluons le récent rapport de la commission des droits de l'homme des Nations Unies sur le Burundi (EINUB), établi conformément à la résolution S-24/1 du Conseil des droits de l'homme et voté le 30/09/2016. Il témoigne de l'intérêt de l'ONU à venir en aide au peuple burundais et à en finir avec cette crise qui n'a fait que trop durer. Il montre clairement combien la situation ne cesse d'empirer dans le pays. Des violences de masse et de graves violations des droits de l'homme, commis d'avril 2015 à fin juin 2016 au Burundi, sont

imputées directement aux autorités gouvernementales ou à leurs mandataires publics et sa milice Imbonerakure.

Pour le FNL, les faits rapportés par les enquêteurs corroborent parfaitement la réalité que vivent des Burundais non acquis à la cause du 3<sup>ème</sup> mandat illégal et inconstitutionnel de M. NKURUNZIZA, dont les militants FNL en particulier.

Nous voulons insister et encourager les Nations Unies à aller de l'avant et à ne pas s'arrêter seulement à la proclamation des bonnes intentions. Pour le parti FNL, les Nations Unies ne devaient pas reculer devant le chantage, manifestations forcées, les intimidations et les menaces du régime NKURUNZIZA.

Que le pouvoir actuel en arrive à tout vouloir mettre sur le dos de la Communauté internationale est tout simplement ridicule. Elle n'a fait que son devoir, celui de venir en aide à un peuple meurtri dans son fort intérieur. Le gouvernement de Bujumbura devrait ainsi cesser de se morfondre dans des tergiversations inutiles, et entendre le cri d'alarme lui lancé par le monde entier.

En accord parfait avec tous les éléments de preuve produits par les enquêteurs indépendants des Nations Unies, le parti FNL soutient totalement la recommandation urgente d'engager l'application intégrale du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sur le Burundi, dans ses dispositions spécifiques au cas par cas.

Le FNL ne comprendra jamais aucune raison de retard à une intervention pour « *rétablir ou maintenir la paix et la sécurité internationales* » dans le cas présent du Burundi. L'urgence s'impose. C'est la seule voie qui reste pour faire entendre aux tyrans de Bujumbura que la Communauté internationale est encore capable de faire respecter les droits de l'homme partout au monde, y compris au Burundi.

Fait à Bujumbura, le 02 octobre 2016

Pour le parti FNL,

Aimé MAGERA, porte parole